

Par
Gaël Gaultier

DROIT DE CITÉ
16 novembre 2017

TRAVAIL
CHÔMAGE

Gaël Gaultier est secrétaire national aux jeunes privé.e.s d'emploi pour la Jeunesse ouvrière chrétienne (Joc).



Fainéants, les jeunes au chômage ? Non : privés d'emploi, rectifie la Jeunesse ouvrière chrétienne (Joc). Quatre jeunes témoignent ici de leur expérience. Plus encore qu'un moyen de subsistance, le travail est pour eux un lieu de quête de sens, de dignité, un lieu qui met en relation avec d'autres et permet de se sentir utile.

Ne pas avoir d'emploi signifie la perte de reconnaissance que permet le travail, la perte d'un statut

social. Une perte d'identité souvent accompagnée d'un sentiment de honte et de culpabilité. Pourtant, selon l'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : « Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage ». Il n'est pas normal que les jeunes du milieu ouvrier se sentent coupables de ne pas avoir d'emploi, alors que c'est la société qui ne répond pas aux droits des citoyens !

Forte de cette conviction, la Jeunesse ouvrière chrétienne (Joc) a voulu faire entendre la voix des jeunes privés d'emploi et des jeunes privés d'emploi digne. Lors de la campagne nationale « Dignes et travailleurs, notre défi pour demain », chaque jociste est parti à la rencontre d'autres jeunes, sur leurs lieux de vie et dans la rue, pour les inviter à répondre à une enquête réalisée conjointement avec l'Union nationale des missions locales et l'Union nationale pour l'habitat des jeunes. De septembre à décembre 2016, la parole de plus de 3600 jeunes de 13 à 30 ans a été recueillie.

Les jeunes se sont ensuite retrouvés au printemps 2017 lors du rassemblement national de la Joc : « Jeunes privé.e.s d'emploi digne : nous ne sommes rien ? Soyons tout ! ». Avec leurs vies, leurs cris, leurs rêves, ils ont construit ensemble des revendications afin d'améliorer leurs conditions de vie, avec le soutien de décideurs politiques, des associatifs et des syndicats dans leur mise en œuvre. Quarante doléances ont vu le jour pour que chacun et chacune accède à un emploi digne. Cinq grandes aspirations structurent leur cahier de doléances : mieux répartir le travail, repenser nos manières de travailler, faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, repenser notre système économique, permettre une réelle autonomie.

C'est quoi, la « Joc » ?

La Jeunesse ouvrière chrétienne (Joc) est un mouvement d'éducation populaire dont les jeunes eux-mêmes

sont responsables. Son projet éducatif est fondé sur l'action et la responsabilisation. Lieu de rencontre et de formation, elle donne des clés pour mieux comprendre la société et le monde. C'est un mouvement apostolique qui permet de prendre conscience de sa dignité et de se découvrir aimés de Dieu. La Joc offre à chacun de bâtir un projet de vie, un projet professionnel. Les jeunes sont sensibilisés au vivre ensemble, à l'action collective, à l'engagement. Ils se construisent des convictions et deviennent des militants libres de leurs choix. Ils acquièrent ainsi les moyens de participer à la construction d'un monde plus juste. Les jocistes sont envoyés vers les jeunes qu'ils côtoient dans leurs lieux de vie. Cette pratique de l'invitation est au cœur des pratiques du mouvement, c'est « l'aller vers ». Cette démarche est complétée par celle de l'enquête, qui permet de prendre conscience des situations vécues et de proposer des actions et revendications.

« Un monde dans lequel les jeunes, des générations de jeunes, ne trouvent pas de travail, n'a pas d'avenir. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas de dignité », s'insurge le pape François, qui y voit « le résultat du choix mondial, d'un système économique qui conduit à cette tragédie : un système économique qui a au centre une idole qui s'appelle l'argent. » Aussi bien, les jeunes privés d'emploi veulent affirmer leur dignité et faire changer le regard que la société porte sur eux, en accord avec ce qu'exprime le pape : « Il est important de se dédier à son travail avec assiduité, dévouement et compétence, d'avoir l'habitude du travail. Je souhaite que (...) [l']on puisse sortir ensemble de cette phase négative, afin qu'un travail sûr, digne et stable soit assuré. »



« UN TRAVAIL DIGNE, C'EST UN TRAVAIL DANS LEQUEL ON SE SENT BIEN » ABDOULAYE

Originaire de Guinée-Conakry, Abdoulaye, 21 ans, est arrivé en France il y a trois ans pour y poursuivre ses études. Après une licence en informatique, il s'inscrit à Polytech Tours. Pour pouvoir payer son inscription scolaire, son loyer, de quoi manger, il a travaillé à KFC [une enseigne de restauration rapide] pendant deux mois. Cet été, c'était dans une entreprise de fabrication de sushis : « Je bossais de 2 heures à 10 heures du matin. Je n'avais pas de bus pour y aller. Heureusement, j'ai pu faire du covoiturage avec un collègue. Au boulot, l'équipement n'était pas top. On travaillait avec une machine réfrigérée où on déposait les sushis (-100°C). À côté, dans la salle, il faisait très froid aussi. Depuis, j'ai reçu une réponse pour un emploi de serveur dans un bar-brasserie que j'ai tout de suite accepté. »

Cette année, Abdoulaye a participé à un week-end régional de formation, où il a pu parler du travail digne avec d'autres jocistes. « Un travail digne, c'est un travail dans lequel on se sent bien, qui respecte notre personnalité, qui ne va pas à l'encontre de nos valeurs, qui ne nuit pas à notre santé, qui nous plaît, qui est bien payé, qui nous permet de vivre convenablement sans avoir besoin d'un prêt bancaire. Beaucoup de personnes y ont recours avant la fin du mois, mais quand elles reçoivent leur paie, elles doivent rembourser et en demander un autre. Il y a beaucoup de jeunes dans la même situation qui n'ont pas les moyens de s'exprimer. » En participant à l'enquête, Abdoulaye a été marqué par les situations des jeunes rencontrés : « Des cas révoltants, comme ce gars avec un bac+5 qui fait un boulot qu'il aime pas, en intérim, ou cette fille avec un bac+2 qui est caissière à temps partiel et cette autre qui touche, comme auxiliaire de vie, 600 euros par mois. » Abdoulaye souhaite que l'on se rende compte que beaucoup de jeunes ne peuvent pas vivre convenablement quand le coût de la vie augmente. Mais comment sont-ils informés de leurs droits du travail pour ne pas se faire avoir ?



« MON RÊVE ? MONTER UNE START-UP ! » JEAN-PAUL

Jean-Paul, 22 ans, s'affirme jeune du milieu ouvrier, notamment en raison des galères qu'il a traversées. Ces six derniers mois ont été particulièrement difficiles pour lui. En juin dernier, il a échoué à son BTS. Ne disposant d'aucune ressource, il devait trouver un boulot avant de penser à reprendre ses études. Il s'est démené pour trouver un emploi dans l'animation. Le contrat type CAE (contrat d'accompagnement dans l'emploi) est de 25 heures par semaine. « C'est mieux que rien ! » En relisant son parcours, il affirme « mes expériences vécues avec la Joc ont donné du poids à mon CV pour le secteur de l'animation ». Il veut repasser son BTS en candidat libre.

Dans sa vie personnelle, Jean-Paul doit concilier vie de jeune et vie familiale. « Ce n'est pas facile à mon âge de gérer autant de choses (études, travail et famille), mais je garde le sourire. Mes bout'choux restent et demeurent la source de ma joie. » Cette année, il est responsable d'équipe. « La Joc est mon partenaire depuis bien des années, à travers elle, j'ai créé un réseau d'amis. » Il est également responsable du collectif de la Perm' saison de l'Île-de-Ré, qui sensibilise les travailleurs saisonniers au droit du travail.

La campagne nationale d'action l'amène à croire un peu plus au projet de vie qu'il espère construire : « Mon rêve ? Créer ma propre entreprise un jour, monter une start-up, avoir des salariés, les inviter à militer de façon libre pour la cause de la Joc ! »



« POUSSER UN BALAI TOUTE MA VIE, ÇA NE M'INTÉRESSE PAS » MATHILDE

Mathilde, 30 ans, est à la Joc depuis quinze ans, soit la moitié de sa vie. Agent de service hospitalier, elle prépare le concours d'aide-soignante. « Je veux vraiment faire un travail qui me corresponde et dont j'aie envie. Pousser un balai toute ma vie, ça ne m'intéresse pas. Être auprès des personnes, donner des soins, c'est ce que je souhaite faire. » Début février, elle est allée manifester contre le projet consistant à remplacer les agents hospitaliers par des agents du privé : « Mes collègues ont des contrats qui se terminent et qui ne sont pas reportés. Elles vont se retrouver dans des situations hyper précaires. Il faut défendre une profession qui n'est pas valorisée et pourtant indispensable dans l'hôpital. Ainsi, pour la distribution des repas, on se retrouve à le faire parce que les filles ne sont pas assez nombreuses. Si on n'était pas là, cela ne serait pas fait. Je mets un point d'honneur à faire de l'humain. Ça passe par un sourire ou aller voir quelqu'un qui ne va pas bien, prendre le temps de discuter. J'ai apprécié qu'on le fasse pour moi par le passé. C'est déjà pas bon d'être à l'hôpital, alors si en plus le personnel n'est pas agréable... »



« JE DEVRAIS PARTIR POUR TROUVER DU TRAVAIL, QUITTER MA FAMILLE ET MES AMIS » WHITNEY

Whitney est à la recherche d'un emploi dans le secteur de l'esthétique depuis bientôt trois ans. Après avoir obtenu son CAP, elle a cherché du travail à Saint-Quentin, mais n'a trouvé que quelques stages ou petits boulots. « Je suis inscrite à la mission locale. On m'appelle de temps en temps. Parfois, j'ai trois contrats dans le même mois pour juste quelques heures. J'avais trouvé un contrat dans un spa qui débutait en octobre pour un an et demi. Ils m'ont prise pendant deux mois pour me former en juillet-août. Ça s'est super bien passé. » Pourtant, à la fin de sa formation, l'entreprise ne l'a pas gardée. « Le patron n'avait plus besoin d'un contrat en esthétique, ils ont arrêté mon contrat et m'ont dit d'aller chercher ailleurs. »

Pour Whitney, un travail digne, c'est « un travail où je pourrais m'épanouir, faire ce qu'il me plaît. Un travail où je serais rémunérée à la hauteur de mes attentes ». Et d'insister sur ce dernier point : « Quand j'ai fait mon stage, ils ont profité de mon statut. Je n'étais pas formée, je travaillais 40 heures par semaine et j'étais payée 5 euros de l'heure. ». Depuis deux ans, Whitney s'accroche pour trouver quelque chose dans son domaine : « J'aime bien l'esthétique, je me documente dessus. Je sais faire de l'épilation et j'ai mon propre matériel. » Pourtant, elle va devoir se résoudre à chercher ailleurs : « Dans le secteur où je suis, il n'y a pas trop de place. Je devrais partir pour trouver du travail, quitter ma famille et mes amis. » Et ce n'est pas le seul frein dans sa recherche d'emploi : « Il faudra que je me déplace pour aller aux entretiens, or je n'ai pas le permis. J'ai fait une demande d'aide financière à la mission locale, mais il y a des critères à remplir pour l'obtenir. » Malgré tout, Whitney garde espoir : « Je me dis que certaines personnes ont tout facilement et d'autres non. Je me dis aussi que je peux y arriver, que j'en suis capable. Les copains de la Joc sont derrière moi, c'est aussi un super soutien. J'espère que d'ici cinq ans ou moins, j'aurai un poste fixe, dans un spa ou un institut de parfumerie. Si Dieu me le permet, j'aimerais ouvrir mon propre institut pour aider ceux qui ont galéré comme moi ».

Ces témoignages ont été initialement publiés dans une version légèrement différente dans la revue mensuelle de la Joc « AsseZoné ».